LA COOPERATION FRANCO - AFGHANE : UN PARTENARIAT ANCIEN ET PRIVILEGIE

La France entretient des liens très anciens avec l'Afghanistan. La coopération bilatérale franco-afghane remonte au début du XXème siècle. Les lycées Esteqlâl et Malâlaï de Kaboul en ont été le symbole jusqu'à la guerre mais pas la seule illustration. Cette relation ténue s'est renforcée au cours des épreuves ces deux dernières décennies. Les ONG françaises, soutenues par les pouvoirs publics, n'ont cessé d'apporter un soutien quotidien à la population afghane, y compris les réfugiés et les déplacés, là où les besoins étaient les plus criants : éducation, santé, agriculture.

La reprise de la coopération gouvernementale dès 2001 s'est faite dans les domaines « traditionnels » de coopération tels que l'agriculture et la santé, ainsi que dans l'éducation et l'archéologie. Afin d'accompagner la reconstruction, la France a également fait le choix de renforcer ses actions de coopération en matière de bonne gouvernance et d'Etat de droit. Solidaire et engagée, la France s'est également fortement impliquée dans le débat international sur la reconstruction de l'Afghanistan en participant activement aux grandes conférences internationales qui ont contribué à fixer les grandes orientations de la reconstruction du pays.

Aujourd'hui, tout en restant modeste à l'échelle internationale, l'appui de la France se veut pérenne et engagé, soucieux de répondre aux besoins des populations, en prenant en compte les capacités de mobilisation et de réalisation des afghans dans la droite ligne des actions identifiées dans la stratégie nationale de développement du pays, l'ANDS.

Une coopération qui remonte aux années 1920

La coopération franco-afghane est fondée sur des relations anciennes, qui ont débuté dans les années 1920, avec la création de la délégation archéologique française en Afghanistan (DAFA) et un premier accord archéologique entre les deux pays en 1922. A la même époque, encouragées par les idées de « progrès moderne » du roi Amanullah, les grandes familles afghanes envoient leurs enfants étudier en France pour se former en médecine, en sciences et en droit. C'est également l'époque de la création du collège français de Kaboul Amanyeh . En 1965, le roi se rend en visite officielle en France où il rencontre le général de Gaulle. Leurs entretiens débouchent sur le renforcement de l'aide française en Afghanistan. La reconstruction du lycée Esteqlâl est décidée et, en mai 1968, Georges Pompidou effectue une visite officielle dans le pays pour poser la première pierre du nouveau lycée inauguré en 1973. Cette visite renforcera les liens de coopération entre les deux pays. Les années 70 seront celles de l'apogée de la coopération franco-afghane, dans le domaine des sciences, du droit, de l'archéologie et de l'agriculture avec l'appui de la coopération technique française et par l'intermédiaire de la Compagnie française pour le développement des textiles (CFDT) pour la production de coton. A partir de 1979 et le début de la guerre d'Afghanistan, la coopération franco-afghane ralentit jusqu'à s'interrompre en septembre 1982. Dans la période qui suit, le Ministère des Affaires étrangères et européennes fournira essentiellement un soutien aux ONG intervenant auprès des populations touchées par la guerre. La fin du régime taliban a permis la réouverture de l'Ambassade de France à Kaboul en février 2002.

Interrompue par les années de guerre, les relations franco-afghanes reprennent à la fin de l'année 2001.

A la chute du régime taliban, la France a été l'un des tous premiers acteurs sur le terrain des actions d'urgence humanitaire et le premier pour les actions de coopération, s'appuyant sur les ONG françaises déjà présentes sur le terrain et une longue tradition de

relations bilatérales. Les visites entre les autorités des deux pays ont alors repris à un rythme soutenu, témoignant du caractère privilégié de la relation franco-afghane. La France s'est également fortement impliquée dans le débat international sur la reconstruction de l'Afghanistan en participant activement aux grandes conférences internationales qui fixèrent les grandes orientations de la reconstruction du pays. La coopération franco-afghane a repris rapidement ses activités traditionnelles (lycées Esteqlal et Malalaï, coopération agricole et en matière de santé, réouverture de la DAFA), avec quelques secteurs nouveaux et notamment l'appui à la réforme de l'Etat, la formation de l'Armée Nationale Afghane, la coopération policière et l'appui à la mise en place du Parlement. Dans les premières années de la reprise, la coopération française a adopté une stratégie d'intervention bilatérale ciblée sur quelques secteurs où la France pouvait apporter une plus-value. Cette stratégie a également permis de combiner une réaction très rapide aux urgences dans la période fin 2001- début 2002, à un appui institutionnel efficace de plus long terme (de type aide projet et assistance technique), bien perçu dans plusieurs secteurs (agriculture, santé, formation de l'armée afghane, appui au parlement), et à des actions ciblées, symboliques (éducation, archéologie, centre culturel).

Ces axes d'intervention sont pleinement harmonisés avec l'approche multilatérale et les priorités des autorités afghanes définies par le Pacte pour l'Afghanistan, signé à l'issue de la Conférence des donateurs de Londres, en janvier 2006, et qui fixe les contours de la coopération entre l'Afghanistan et la communauté internationale pour 5 ans. Ils s'intègrent également en parfaite cohérence avec la stratégie d'intervention de la Commission Européenne qui, sur la période 2007-2013, doit concentrer son action sur 3 secteurs : le développement rural, la gouvernance et l'Etat de droit, la santé et la protection sociale. L'Afghanistan ayant intégré la ZSP en 2005, la coopération franco-afghane bénéficie des crédits du fonds de solidarité prioritaire et des concours de l'agence française de développement (AFD).

Le choix français du soutien à l'agriculture afghane et au développement rural :

L'agriculture est un secteur crucial pour le développement du pays. Le choix de la coopération française de soutenir l'agriculture afghane est ancien et passait essentiellement avant 2001 par le canal des ONG. Les actions depuis 2002 sont réalisées en étroite collaboration avec le ministère afghan de l'agriculture auprès duquel un assistant technique expérimenté est détaché. Ceci vise d'une part à renforcer les compétences et les moyens d'action du ministère, à Kaboul comme dans les provinces, et d'autre part à fournir une assistance technique aux communautés rurales partout en Afghanistan afin d'augmenter leur niveau de vie. Les moyens combinés du fonds de contrepartie de l'aide alimentaire (2,5 MUSD) et d'un projet Fonds de Solidarité Prioritaire (2 M€) ont permis, sur la période 2002-2006, de développer des projets de multiplication de semences céréalières de qualité, d'élevage bovin (insémination artificielle), et de cultures de rente (arboriculture fruitière, safran, apiculture, pisciculture).

Ce secteur relève désormais de la compétence de l'AFD, qui a lancé en 2005 un projet de relance de la filière cotonnière dans le Nord du pays (don de 10 M€), que viendra compléter à l'échéance 2008 un second projet, en cours d'identification, de développement de l'agriculture périurbaine dans la région de Kaboul et les provinces avoisinantes (6 M€). Le projet coton connaît un réel succès sur le volet agricole, grâce à l'importation de semences de qualité qui ont entraîné une augmentation spectaculaire des rendements et par la suite des surfaces cultivées. Cependant, la société cotonnière NAPCOD créée en 2004 par l'opérateur français DAGRIS et l'Etat afghan n'a pas été en mesure de réaliser complètement ses objectifs d'achat et d'égrenage de coton graine. L'AFD effectue actuellement une étude complète de la situation pour redéfinir et relancer l'appui à la filière cotonnière afghane. L'AFD a ainsi octroyé deux prêts (4 M€ et 1 M USD) à la **First Microfinance Bank**, organisation de micro-finance urbaine qui peu à peu

s'implante dans le monde rural, permettant d'alléger les contraintes, notamment financières, pesant sur le monde rural. L'enjeu est de taille, car à terme, le coton devrait représenter une source de revenus significative pour les agriculteurs afghans.

Un engagement ancien et continu dans le domaine de la santé :

La France a renforcé son engagement au côté du gouvernement afghan dans la reconstruction du système de santé du pays, reprenant une coopération de longue date dans le domaine hospitalier notamment. En effet, les champs d'intervention des acteurs français ont longtemps consisté en l'appui à la formation médicale francophone et aux hôpitaux de Kaboul avant les années 1980 (et un peu de 1994 à 1997) et à l'appui aux structures sanitaires des zones rurales en résistance ensuite.

La France apporte son soutien à l'hôpital spécialisé en chirurgie pédiatrique de pointe, l'Institut Médical Français pour l'Enfant (IMFE), créé à l'initiative de l'ONG Enfants Afghans-Chaîne de l'Espoir, en partenariat avec la fondation Aga Khan. Cet institut a été inauguré en avril 2006 par le Président Karzaï, en compagnie de Mme Bernadette Chirac et de l'Aga Khan.

La coopération hospitalo-universitaire a été relancée dès 2002 entre l'université Claude Bernard et les Hospices civils de Lyon et l'université et les CHU de Kaboul. Des enseignants et praticiens hospitaliers français ont effectué depuis 2002 un nombre important de missions à Kaboul. Les actions françaises se concentrent aujourd'hui sur les actions de formation des professionnels de santé et sur la reconstruction du système des banques du sang. Des moyens financiers sont disponibles, pour la période 2006-2008, dans le cadre d'un FSP (1,6 M€) qui fait intervenir l'Université médicale Claude Bernard et les Hospices civils de Lyon ainsi que l'hôpital de Rodez à Mazar-i-Sharif (rééquipement des laboratoires de travaux pratiques, réforme du curriculum, organisation des stages hospitaliers des étudiants, soutien à certains services des hôpitaux universitaires, formation au management).

Le projet AFD d'appui à la réhabilitation du système national de transfusion et aux laboratoires de référence de Kaboul (8 M€) constitue l'autre axe d'intervention de la coopération française dans ce secteur. Il inclut aussi le laboratoire central de Kaboul et les laboratoires de la plus grande maternité et de l'hôpital des maladies infectieuses de Kaboul. Un tel système de banque du sang n'était plus disponible en Afghanistan.

Depuis les années 2000, l'aide à la reconstruction du pays passe par une coopération française en matière de bonne gouvernance et de soutien à l'Etat de droit :

L'aide à la reconstruction de l'Etat afghan constitue un secteur important de l'aide française. La France a apporté son soutien à l'Etat Afghan dès 2002 par la création d'un fonds fiduciaire de 2M€ placé auprès du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et servant à financer des projets de formation de fonctionnaires, d'aide à la structuration de services centraux et déconcentrés de ministères (agriculture, communications, condition féminine et handicapés).

Appui au Parlement afghan

La France mène une importante coopération parlementaire en Afghanistan, notamment en qualité de nation-pilote (depuis 2004) en étroite collaboration avec le PNUD et ses partenaires européens, en particulier la Commission Européenne. Un programme de formation du personnel de l'administration parlementaire a été élaboré par l'ambassade de France à Kaboul en coopération avec les assemblées parlementaires françaises, qui a permis aux directeurs généraux du Parlement afghan de suivre une formation de trois semaines à l'Assemblée Nationale à Paris. Des visites d'études ont également été

organisées à l'attention du personnel administratif du Parlement pour observer le fonctionnement des Parlements en Italie, en Inde, en Indonésie, au Sri Lanka, au Maroc, en Turquie, aux Pays-Bas, en Allemagne et en Australie. Un groupe de seize fonctionnaires du Parlement afghan a reçu une formation approfondie à l'Assemblée Nationale et au Sénat à Paris. Après l'inauguration du Parlement afghan en décembre 2005, les efforts de formation ont été ciblés vers les députés eux-mêmes : 249 membres, dont 68 femmes, pour la Wolesi Jirga (chambre basse) et 102 membres, dont 23 femmes, pour la Meshrano Jirga (chambre haute). La formation - aussi bien des élus que du personnel parlementaire - devra continuer pendant plusieurs années pour que le Parlement joue pleinement son rôle dans le paysage institutionnel afghan.

Coopération judiciaire

En 2007, l'Institut International pour les Etudes Comparatives (IIPEC) de Paris et le Max Planck Institute d'Heidelberg ont participé au programme de formation professionnelle des juges de la Cour Suprême afghane aux côtés de l'IDLO et de l'USAID. L'IIPEC y est chargé d'enseigner la procédure civile. Lors de la conférence de Rome de juillet 2007, la France s'est engagée à contribuer dès 2008 à l'effort internationale en faveur du renforcement de l'Etat de droit en Afghanistan et notamment à renforcer le mécanisme de coordination judiciaire provincial.

Formation de la police et lutte anti-drogue

Le service de coopération technique international de police (SCTIP) a ouvert une antenne à Kaboul en juillet 2003, suite à l'engagement de la France dans le pacte de Paris sur les routes de la drogue. La France participe ainsi à la restructuration de la police afghane, avec un budget de 1,9 M€ sur deux ans et demi. Le soutien français à la police afghane comprend plusieurs volets : formation et équipement du "National Interdiction Unit" (NIU, groupe d'intervention contre les trafiquants de drogue et les laboratoires), aménagement du laboratoire de police scientifique, chargé de l'analyse des drogues, aide à la détection des précurseurs chimiques (produits nécessaires à la transformation d'opium brut en héroïne), appui à la formation des brigades de mineurs de Kaboul et de plusieurs provinces et construction de deux centres d'accueil pour mineurs (délinquants et victimes ; formation d'une unité spécialisée de la police, construction de centres d'accueil) à Mazar-e-Charif et Hérat. Ces actions, bien que modestes à l'échelle des interventions américaines, britanniques et allemandes, sont d'une efficacité reconnue. Un projet sur fonds de solidarité prioritaire (FSP) devrait voir le jour en 2009 pour une durée de trois ans et un montant de 3 M€ destiné à renforcer et élargir les actions françaises en matière de formation de la police afghane.

Le soutien à l'enseignement secondaire et supérieur reste un domaine traditionnel de la coopération franco-afghane

La reconstitution du système éducatif afghan constitue un enjeu majeur non seulement pour doter le pays des compétences qui lui sont nécessaires, mais également pour promouvoir les droits des femmes.

Soutien aux lycées Esteqlal et Malalai¹

La reprise de la coopération éducative a immédiatement suivi la chute du régime des Taliban, dans un domaine où la France avait une présence de longue date et une tradition d'excellence. Aujourd'hui les lycées ont été entièrement réhabilités : auditorium, locaux scolaires et administratifs, mobilier, laboratoires et matériel scientifique, manuels scolaires. Après le soutien à ces deux grands lycées de Kaboul, l'Ambassade de France a développé plusieurs programmes de coopération dans le domaine éducatif. Depuis 2 ans,

¹ Esteqlal signifie «indépendance» et Malalai est le nom d'une héroïne afghane du 19ème siècle.

un important effort de **formation pédagogique** et de perfectionnement linguistique des professeurs afghans de français a été réalisé et se poursuivra afin de leur permettre à terme de prendre en charge dans de bonnes conditions la majeure partie des cours de français

Projet d'Appui à la reconstruction de l'enseignement afghan (2004 - 2007)

Ce projet de 3,7 millions euros a permis d'apporter un appui technique, administratif, financier et pédagogique à plusieurs établissements secondaires, à Kaboul et dans les provinces ainsi qu'à deux centres de formation des maîtres (Kaboul et Charikar) et à la Faculté de pédagogie de l'Université de Bamiyan. Le projet s'est déroulé de 2004 à 2007 et a été mené en partenariat avec les Ministères afghans de l'Education et de l'Enseignement supérieur et en collaboration avec des ONG spécialisées dans la coopération éducative.

Soutien aux enseignements de français en Afghanistan (2007 - 2009)

Un nouveau projet de 2 millions € a débuté à la fin 2007, centré sur la rénovation des programmes de sciences, la **diffusion du français** et la formation des professeurs de français. Le projet comprendra des travaux d'**extension du département de français à l'université de Kaboul**. Le projet vise à améliorer le niveau des professeurs et perfectionner leurs compétences pédagogiques en français et dans les matières scientifiques, rénover les curricula, former des administrateurs scolaires et renforcer l'enseignement du français dans les secteurs où la France poursuit une coopération technique : médecine, pharmacie, droit, journalisme, diplomatie, armée.

Activités de coopération culturelle et de sauvegarde du patrimoine afghan :

Dans ces domaines, peu investis par les donateurs, la France mène des actions de coopération fondées sur une longue tradition. La France s'est engagée à aider l'Afghanistan à renouer avec son histoire et sa culture, riches et anciennes. Depuis 2001, la France a mené de nombreuses actions pour soutenir la reconstruction et le développement des médias afghans, ainsi que la réémergence du milieu artistique et culturel afghan.

Le **centre culturel français de Kaboul**, a rouvert ses portes en novembre 2003, dans les locaux mis à disposition par le ministère afghan de l'Education, au sein du lycée Esteqlal. Le CCF est un haut lieu de l'activité culturelle afghane et de promotion de la diversité culturelle, en partenariat avec l'Institut Goethe. Les axes privilégiés sont l'audiovisuel, la littérature, le théâtre et la musique. Par ailleurs, l'établissement dispose de 4 salles de classes qui permettent de dispenser des cours de langue à 650 étudiants par an, une activité qui représente un tiers de son budget annuel.

La France est particulièrement engagée dans la sauvegarde du patrimoine millénaire de l'Afghanistan : la DAFA, acteur phare de la coopération franco-afghane en archéologie a joué un rôle considérable dans le domaine de la connaissance du patrimoine afghan et a contribué à la connaissance de ce patrimoine dans le monde, permettant des découvertes spectaculaires aidant à mieux comprendre et à remettre en perspective l'histoire de l'Afghanistan et de la région. Le musée Guimet, comme partenaire du musée de Kaboul (partage des collections), a joué un rôle de tout premier plan dans ce dispositif. Réactivée en 2002, après les conflits des années 1980, la DAFA s'est concentrée sur la recherche archéologique et la sauvegarde du patrimoine, en dépit de contraintes sécuritaires qui entravent parfois les activités de terrain.. En 2009, l'Ambassade de France à Kaboul envisage avec la DAFA de mettre en place un projet qui comprendrait notamment la construction d'un musée à Mazar-i-Sharif afin de présenter au public afghan les pièces majeures de son patrimoine archéologique.

En matière d'audiovisuel, la France fournit depuis plusieurs années une assistance à la sauvegarde des archives audiovisuelles de l'Afghanistan avec le concours de l'INA (Institut National de l'Audiovisuel) par un programme de numérisation des archives de la Radio-

télévision nationale. L'INA a pu apporter son aide à la télévision nationale afghane (RTA) et à "Afghan Film" pour numériser leurs images d'archives, qui couvrent plus de 50 ans d'Histoire. CFI collabore avec la télévision nationale afghane (RTA) dans les domaines de la formation des journalistes, de l'échange de contenus et de la modernisation technique. Des bourses sont accordées chaque année à de jeunes journalistes afghans prometteurs, afin qu'ils suivent des formations dans les meilleurs écoles de journalisme de notre pays. Le cinéma n'est pas en reste puisque les locaux de la salle de cinéma Ariana, au centre de Kaboul, ont été réhabilités grâce à une large mobilisation du paysage culturel français, notamment Bernard-Henri Lévy et Claude Lelouch. Par ailleurs, un stage de formation de cinéastes documentaires organisé par les Ateliers Varan a donné des résultats remarquables : 10 films réalisés par de jeunes cinéastes sur la société afghane au quotidien. Le "Fonds Sud Cinéma", du MAE, a financé plusieurs productions afghanes, dont *Terre et Cendres*, d'Atiq Rahimi.

Les ONG, acteurs clés des relations de coopération franco-afghane

L'action des ONG françaises en Afghanistan plonge ses racines au cœur du conflit qui suivit l'invasion soviétique de 1979. Ces années ont marqué l'histoire du mouvement humanitaire français . Plus de la moitié des ONG intervenant en Afghanistan ont été créées en relation avec les événements politiques survenus dans ce pays. Elles interviennent essentiellement dans les domaines de la santé, de l'éducation, du développement rural et dans le secteur social (enfants des rues, handicapés). Leurs zones d'intervention sont principalement Kaboul et sa région, le Centre et l'Est/Sud-Est du pays.

Elles continuent aujourd'hui de recevoir un soutien du Ministère des Affaires étrangères et européennes pour la poursuite de leurs actions, menées au plus près des populations afghanes. L'appui de la Mission d'Appui aux Actions Internationales des ONG de la DGCID aux projets portés par les Organisations de Solidarité Internationale concerne essentiellement **quatre secteurs : la santé** (avec *Aide Médicale Internationale, Action contre la Faim, AMI et le MRCA -Cours de Recyclage pour Médecins Afghans-*), la présence des ONG dans le secteur de la santé est vitale puisque celles-ci sont encore les garants du fonctionnement minimum d'un nombre important d'hôpitaux afghans ; **le secteur social** (avec *Enfants du Monde-Droits de l'homme et Sports sans Frontières*) ; **l'éducation** (avec *le programme inter-associatif piloté par Solidarité Laïque*) ; **le développement rural** (avec *MADERA et le GERES*). Ces associations gardent un accès privilégié aux populations, en particulier les femmes et les enfants, en leur offrant des espaces de soins et d'éducation, d'échanges et de liberté, reconnaissant ainsi leurs droits essentiels de protection. Dans la situation de reconstruction actuelle du pays et d'appui à la construction de l'Etat afghan, l'expérience et la pratique acquises du terrain sont précieuses et la collaboration du MAE avec les ONG doit se maintenir. Cette présence est d'autant plus importante si l'on tient compte en particulier des tensions régionales persistantes, des risques d'insécurité alimentaire, et d'un manque préoccupant de structures sociales et sanitaires de base. En termes de visibilité, les ONG françaises semblent jouir d'une excellente image auprès des populations afghanes. Ces projets ont aujourd'hui pour la plupart, l'ambition de soutenir l'émergence d'un véritable tissu associatif afghan voire de le renforcer quand il existe, mais aussi de former un grand nombre de cadres dont le pays manque cruellement dans les secteurs de la santé, de l'éducation ou du développement rural. Ils se font désormais, le plus souvent, en collaboration étroite avec les autorités afghanes et tiennent compte, autant que cela est possible, des actions de coopération bilatérale.

Une facilité **multisectorielle d'appui aux initiatives françaises (ONG et collectivités locales)** en Afghanistan est également en cours de création par l'AFD. Les procédures utilisées seront celles de la Facilité d'Innovation Sectorielle des ONG de l'agence.

Autres types de coopération en faveur de l'Afghanistan

La coopération française s'exerce également dans d'autres domaines, parmi eux on retiendra une coopération militaire axée sur la formation, le soutien aux initiatives privées ainsi que des actions relevant de la coopération décentralisée.

Coopération militaire

La formation de l'armée nationale afghane sur place au sein des principales écoles et centres de formations militaires afghans - dans le cadre de l'opération « épilote » - et en France par l'accueil d'officiers afghans dans nos écoles militaires est le projet phare de la coopération militaire. Ce programme est mené en coopération avec les commandements américain et afghan et la France y consacre un budget de l'ordre de 650 000 euros par an. **L'enseignement du français en milieu militaire** est un élément clef de ce projet et participe au rayonnement culturel de notre pays en Afghanistan. Il permet la sélection d'un vivier d'officiers afghans formés sur place via l'école d'état-major et susceptibles de suivre avec profit une formation spécialisée supérieure en France (par exemple le collège interarmées de défense).

Soutien au secteur privé afghan

La coopération française est également engagée dans la relance du secteur privé. L'AFD et sa filiale PROPARCO ont engagé respectivement un projet d'appui aux activités de la First Micro Finance Bank créée par le réseau de l'Aga Khan (prêt de 3,9 M€) et un projet d'appui au développement de la société ROSHAN de téléphonie mobile de 10 millions de dollars. Au-delà de son offre de services de télécommunications, ROSHAN a eu un effet d'entraînement sur l'activité économique du secteur privé en Afghanistan, contribuant à la création d'emplois locaux tout en respectant des standards élevés en termes de responsabilité sociale.

Actions issues de la coopération décentralisée

Les collectivités locales françaises se sont essentiellement mobilisées dans l'urgence sur des projets de court terme. Cités Unies France (CUF) travaille à leur mobilisation et leur offre un appui pour les aider à mettre en place des partenariats. Certaines collectivités se sont déjà engagées : la région Alsace (construction de trois salles de classe au Lycée d'Haouz-E Karbas d'Hérat via une subvention à l'Association AFRANE), la ville de Paris (partenariat avec Médecins du Monde pour assurer le fonctionnement de quatre centres de protection maternelle et infantile à Kaboul pendant un an), la municipalité de Rennes (coopération avec Hannaba pour soutenir des projets d'éducation et de santé en faveur des femmes sur la période 2002-2006 et en partenariat avec l'association Afghanistan Libre), la région Ile de France (subvention de 45.000 euros à Solidarité Laïque en 2007 pour le renforcement du système éducatif) ainsi que le département de la Dordogne (collaboration avec l'Association MADERA pour intervenir dans la région du Hazarajat, province de Wardak).

Le partenariat développé entre les Hospices civils de Lyon, l'université Claude Bernard et l'Institut médical de Kaboul est particulièrement emblématique : cette coopération a débuté en 1947 et a pris son essor dans les années 60. Interrompue en 1978, elle a repris officiellement en 2002 avec la signature d'un accord-cadre de coopération entre l'institut médical de Kaboul, l'université Claude Bernard-Lyon I et les hôpitaux civils de Lyon. Aujourd'hui en pleine croissance, cette coopération s'attache, en cohérence avec la politique hospitalière du Ministère afghan de la santé (MoH), à accompagner les équipes d'Ali Abad dans les domaines du management et de l'organisation des soins, de l'hygiène, de la pharmacie hospitalière et de la formation. Aujourd'hui centre national de référence dans ces deux disciplines, et depuis peu à nouveau « hôpital universitaire », l'hôpital Ali Abad, grâce à la coopération avec les HCL, peut prétendre retrouver un rôle de formation et de référence.

* * * *

L'engagement français auprès du peuple et de l'Etat afghan a sans cesse été renouvelé depuis l'envoi de la première mission archéologique française en Afghanistan, passant d'un strict accord de monopole des fouilles à une coopération gouvernementale plus large, et un soutien sans faille de la société civile française au peuple afghan.

Aujourd'hui avec près de 100 millions d'euros décaissés pour le financement de la reconstruction afghane depuis 2001, la France demeure à un niveau relativement modeste à l'échelle des autres donateurs internationaux (7^{ème} contributeur européen). L'appui de la France est pérenne, concentré sur des actions prioritaires, au service des populations et dans une démarche inclusive dite « afghanisation » conformément au souhait des autorités afghanes, inscrit dans la stratégie nationale afghane de développement, l'Afghan National Development Strategy (ANDS). Le devoir de solidarité que la France revendique pour elle-même vis-à-vis des populations du monde ayant besoin d'assistance est toujours d'actualité avec l'Afghanistan.